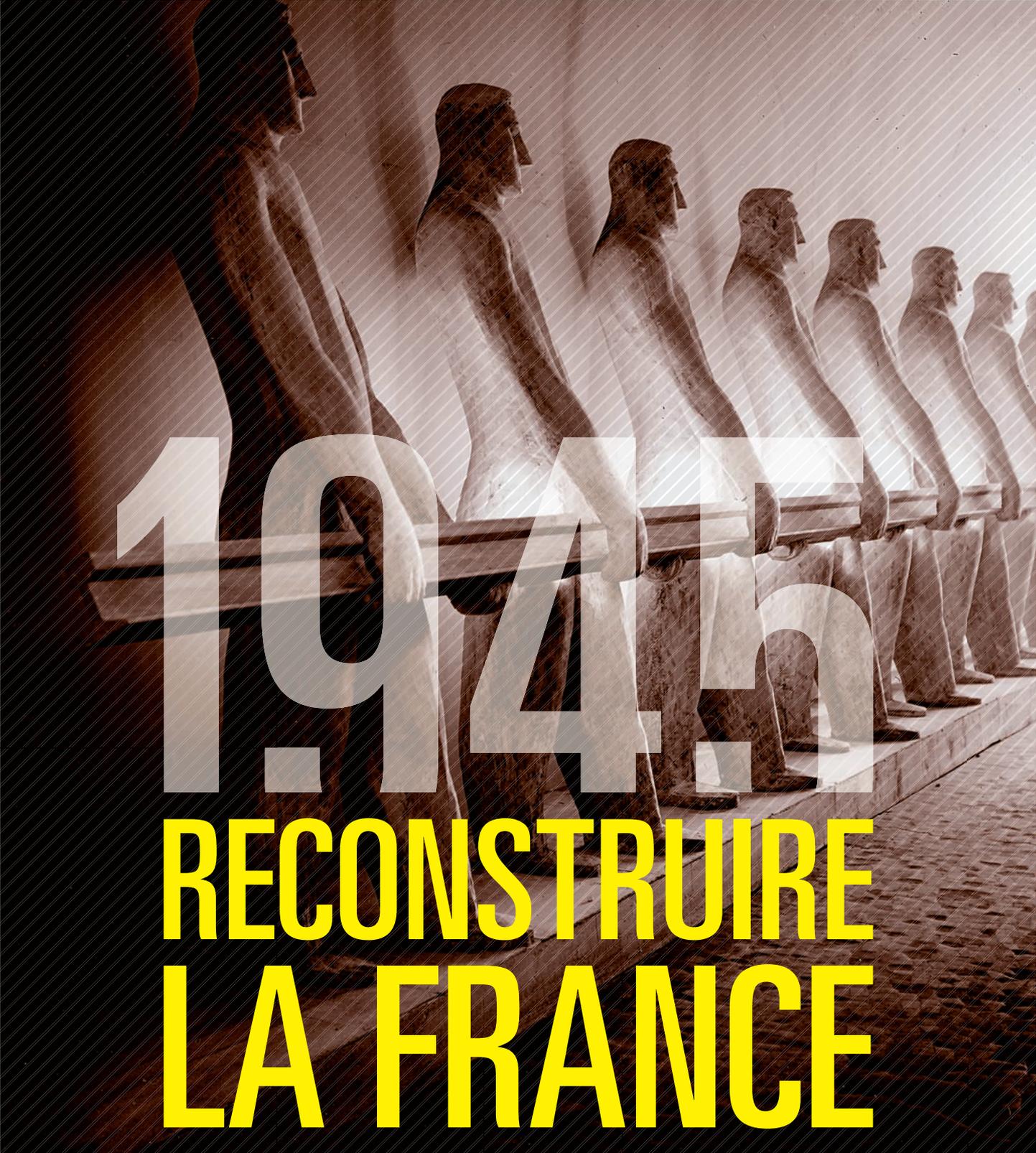


LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

UNE PUBLICATION DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION, DIRECTION DE LA MÉMOIRE, DU PATRIMOINE ET DES ARCHIVES



1944

RECONSTRUIRE
LA FRANCE

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

Ministère de la Défense
Secrétariat général pour l'administration
Direction de la mémoire, du patrimoine
et des archives

14 rue Saint-Dominique - 75700 Paris SP 07
Tél. : 01 44 42 16 17 - Fax : 01 44 42 11 77
Abonnement/résiliation
dmpa-bapi.chemins.fct@intradef.gouv.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Philippe NAVELOT

...

RÉDACTEUR EN CHEF

Grégory AUDA

COMITÉ DE RÉDACTION

Alice CAMUS DE VALENCE • Cyril CAUDRON
Cécile FAURÉ • Baptiste LÉON • Alain MARZONA
Gérard MONNEVEU • Guillaume PICHARD
David SBRAVA • Élise TOKUOKA • Thierry WIDEMANN

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Christine RODI

RÉDACTEUR

Élisabeth COLAS

ICONOGRAPHE

Joëlle ROSELLO

SECRÉTAIRE

Christiane MONTEAGUDO

...

CHEF DE LA MISSION COMMUNICATION

Valérie STRAUS (SGA/COM)

DIRECTEUR ARTISTIQUE / GRAPHISTE

© Pascal ILLIC (SGA/COM)

PAO, IMPRESSION ET ROUTAGE

PGT + PGP (SGA/SPAC)

Pôle graphique de Tulle - 2, rue Louis Druliolle
CS 10290 - 19007 Tulle Cedex

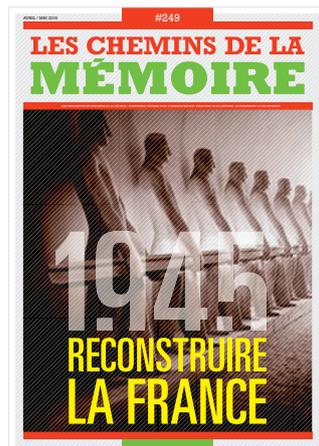
N°ISSN : 1150-70 55 - Tirage : 23 000 exemplaires

Dépôt légal : 2^e trimestre 2015



Le site Internet Chemins de mémoire propose
des dossiers sur l'actualité mémorielle
et des articles historiques pour aller plus loin
www.cheminsdememoire.gouv.fr

Retrouvez les anciens numéros
des *Chemins de la mémoire* dans la rubrique
«Mémoire et Patrimoine»
www.defense.gouv.fr



←

«Un an d'efforts», exposition de la renaissance
française, Paris, novembre 1945.

© Lapi / Roger-Viollet



LA VICTOIRE DE LA LIBERTÉ

L'ACTUALITÉ

3

L'ÉVÉNEMENT

4/5

**Reims, 7 mai 1945
La capitulation allemande**

LE DOSSIER
**1945 RECONSTRUIRE
LA FRANCE**

6/10

CAHIER CENTRAL

**FRANCE / ALLEMAGNE :
DES VILLES DÉVASTÉES**

L'ENTRETIEN

Serge Bernstein

11

L'ACTEUR

L'Armée rouge > offensives finales

12

RELAIS

Un siècle d'histoire en image

13

CARREFOUR(S)

14/15



Ruines dans Tipieux, Le Havre, 30 septembre 1945.

© ECPAD / Vincent Verdu

DÉVASTATION ET RECONSTRUCTION

Après cinq ans de conflits, de bombardements, de massacres, de carnages et de génocides, l'Europe est dévastée. Soixante millions de personnes ont trouvé la mort. Plus de la moitié d'entre elles étaient des civils, ce qui témoigne de l'extrême brutalité de la guerre, notamment à l'Est comme le rappelle dans nos colonnes le journaliste Jean Lopez. Les chiffres donnent le vertige et témoignent tout à la fois de l'ingéniosité perverse des assassins, de la dimension criminelle du nazisme, des moyens déployés pour développer une véritable industrie de la mort - Shoah, déportation, sévices sur les prisonniers civils - et du degré de haine entre les belligérants - massacres de combattants désarmés, mauvais traitements envers les prisonniers de guerre.

À cet effroyable bilan humain, il faut encore ajouter l'ampleur des destructions matérielles : la Seconde Guerre mondiale a été un immense brasier dans lequel des villes entières se sont consumées et des ressources gigantesques sont parties en fumée.

Démontrant l'absurdité de la théorie du bouclier, l'historien Jean Quellien rappelle le prix de la défaite et de la victoire pour la France. Après quatre ans d'occupation et de pillage et deux campagnes particulièrement dévastatrices, près de 500 000 Français sont morts, plus de 550 000 tonnes de bombes ont été déversées sur notre pays, 74 départements sont touchés par les destructions, l'économie française sort laminée du conflit.

Le 8 mai 1945, l'Allemagne est finalement contrainte à une capitulation sans condition de ses forces armées. Sa défaite est totale. La guerre s'achève donc en Europe mais le nazisme a bien failli entraîner l'ensemble du continent dans sa folie et dans la ruine. Il faut maintenant reconstruire. ■



L'AGENDA

AVRIL

26 Journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la Déportation.

MAI

08 Commémoration de la victoire du 8 mai 1945. Cérémonie de remise des prix nationaux du CNRD à l'Élysée.

10 Fête nationale de Jeanne d'Arc, fête du patriotisme.

27 Journée nationale de la Résistance. Pierre Brossolette, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Germaine Tillion et Jean Zay entrent au Panthéon.

JUIN

08 Journée nationale d'hommage aux morts pour la France en Indochine.

17 Cérémonie d'hommage à Jean Moulin au Panthéon, à Paris.

18 75^e anniversaire : journée nationale commémorative de l'appel historique du général de Gaulle à refuser la défaite et à poursuivre le combat contre l'ennemi.

1838

C'est le nombre de communes qui, en 1946, furent déclarées sinistrées en France.

Parmi celles-ci, figuraient 15 des 17 villes de plus de 100 000 habitants, 21 des 39 cités de 50 à 100 000 habitants et 154 des 278 communes de 10 à 50 000 habitants.

Rapportés aux strates démographiques, ces chiffres donnent toute l'étendue des destructions urbaines du pays, même si près du quart des communes sinistrées comptaient moins de 2 000 habitants.

REIMS

7 MAI 1945

LA CAPITULATION ALLEMANDE

IL Y A SOIXANTE-DIX ANS, LES FORCES ALLIÉES METTAIENT FIN À LA SECONDE GUERRE MONDIALE EN EUROPE. RETOUR SUR UN MOMENT HISTORIQUE MÉCONNU, CELUI DE LA REDDITION ALLEMANDE SIGNÉE À REIMS, LE 7 MAI 1945.



Marc BOUXIN

Directeur des musées
historiques de Reims

À la mi-février 1945, une fois l'offensive des Ardennes jugulée et afin de mieux coordonner l'assaut final contre l'Allemagne, le général Eisenhower, chef suprême du corps expéditionnaire allié en Europe, décide de transférer son quartier général, le *Supreme Headquarters Allied Expeditionary Forces* (SHAEF), de Versailles à Reims. La mission de cette structure est claire et tient tout entière dans la symbolique de son insigne : le fond noir de l'écu représente l'oppression dans laquelle l'Europe est tenue, l'épée est celle de la Justice et de la Liberté, l'arc-en-ciel illustre l'Espoir et les diverses couleurs des drapeaux alliés.

Depuis Reims, Eisenhower a sous ses ordres huit armées - cinq américaines, une anglaise, une française et une canadienne - et trois forces aériennes américaines. Le SHAEF s'installe dans les locaux du collège moderne et technique de Reims, rue Jolicoeur, laissés vacants par le départ de l'état-major de la 101^e division aéroportée deux mois auparavant. Le bureau du général Eisenhower est situé au deuxième étage, juste au-dessus de la salle des opérations (*War Room*) ; une chambre contiguë est laissée à sa disposition afin qu'il puisse rester sur place si les événements l'imposent. À chaque début de matinée, «Ike» tient une conférence avec l'ensemble de ses collaborateurs directs afin de faire le point de la situation, des faits ayant pu se produire durant la nuit, et donner ses ordres pour la journée à venir. Afin de ne pas attirer l'attention des services d'espionnage allemands, l'implantation du SHAEF est restée très discrète :

rien à l'extérieur des bâtiments ne permet de deviner que le haut commandement des forces alliées s'est établi dans ces lieux. Seuls deux ou trois membres de la police militaire de la 201^e *Military Police Company* montent la garde devant l'entrée ; à proximité de la place de la République et sur le pont de Laon, des affûts quadritubes de 12,7 mm de la 108^e *Company* (artillerie anti-aérienne) assurent la défense contre les avions. Non loin de là, sur un petit terrain du quartier de la Neuville, quelques avions légers de liaison Stinson L.5 du 112^e *Liaison Squadron* restent à la disposition des officiers de l'état-major.

Après le suicide d'Hitler, le 30 avril, le grand amiral Karl Dönitz, que le Führer a désigné comme son successeur dans son testament, tente de reprendre en main la destinée du Reich agonisant ; son objectif est d'obtenir un cessez-le-feu séparé avec les alliés occidentaux afin de poursuivre le combat contre les Soviétiques à l'Est. Cependant la situation est de plus en plus chaotique en Allemagne. Le 2 mai, Berlin transformée en champ de ruines est tombée aux mains de l'Armée rouge. Signant des redditions partielles, Dönitz essaie de gagner du temps afin de négocier le passage du maximum d'unités et de soldats allemands derrière les lignes américaines. Ainsi, le 4 mai, à Lüneburg, au PC de Montgomery, l'amiral von Friedeburg signe la reddition partielle des forces allemandes opérant dans le nord-ouest de l'Allemagne. Le 5, Dönitz lui demande de se rendre à Reims au quartier général d'Eisenhower pour né-

gocier une éventuelle reddition générale sur le seul front occidental ; Eisenhower ayant refusé une reddition séparée, Dönitz accorde alors le général Alfred Jodl, chef d'état-major des armées allemandes, pour se rendre à Reims avec pouvoir de signer la capitulation. Arrivé sur la base aérienne de Reims vers 17 heures, le général allemand est conduit directement au SHAEF. Après d'ultimes négociations, c'est en pleine nuit, le 7 mai 1945, à 2h41 du matin, qu'est signée la capitulation sans condition des forces armées allemandes, mettant ainsi fin à la Seconde Guerre mondiale en Europe !

La reddition a lieu dans la salle des cartes située au premier étage du bâtiment, transformée en salle des opérations du SHAEF, et qui en constitue le centre névralgique : «...le plus secret des lieux secrets d'Europe» selon le correspondant de guerre américain Price Day.

C'est autour de l'immense table que prennent place les officiers représentant les Alliés et, face à eux, les trois plénipotentiaires allemands. Le général Walter Bedell-Smith, chef d'état-major du SHAEF signe l'acte de capitulation au nom des alliés occidentaux ; puis le général soviétique Ivan Sousloparov appose sa signature au nom de l'Armée rouge ; enfin, le général français François Sevez, adjoint au chef d'état-major de la défense nationale, est invité à contresigner l'acte en qualité de simple témoin, l'évènement se déroulant sur le territoire français. Alfred Jodl, quant à lui, appose sa signature au nom des forces armées du III^e Reich.

... 7



LA VICTOIRE DE LA LIBERTÉ





Le général Jodl signant l'acte de reddition des forces armées allemandes du III^e Reich, le 7 mai 1945, à Reims.

© Musée de la Reddition



Eisenhower, d'un grade plus élevé que Jodl, n'assiste pas à la cérémonie. Cependant, à l'issue de celle-ci, il reçoit la délégation allemande dans son bureau, puis la presse et ses collaborateurs avec lesquels il salue le champagne avant de prononcer son discours historique de la victoire.

La cessation des combats est fixée au lendemain 8 mai, à 23 h 01. En effet, Alfred Jodl a réussi à obtenir un délai de la part des alliés occidentaux : ceci laisse presque deux journées aux Allemands pour faire passer un maximum de populations civiles et de troupes en zone occidentale afin qu'elles ne tombent pas aux mains des soldats de l'Armée rouge. Staline n'est pas dupe. Pour lui, il ne suffit pas que la capitulation ait été signée à Reims ; il exige qu'elle soit ratifiée au cours d'une seconde cérémonie à Berlin, au cœur du III^e Reich, et dans la zone d'occupation soviétique. Cette formalité est accomplie le lendemain, après la fin officielle des combats, au quartier général du maréchal Joukov. Pour des raisons diplomatiques vis-à-vis de l'URSS, les responsables politiques occidentaux, Truman, Churchill et de Gaulle acceptent. Sont alors réunis à Berlin d'autres participants : le maréchal Keitel pour le haut commandement allemand, le maréchal Joukov pour le commandement suprême de l'Armée rouge, le maréchal Tedder au nom du commandement de la force expéditionnaire alliée, ainsi que le général De Lattre de Tassigny, commandant en chef de la 1^{re} armée française, et le général Spaatz, commandant des forces stratégiques aériennes des États-Unis, à titre de témoins. L'acte de capitulation entre en vigueur le 8 mai 1945 à 23 h 01, heure locale, soit le 9 mai à Moscou, date retenue en Union soviétique comme date de la victoire.

L'Allemagne vaincue, les hostilités cessent en Europe. Pour autant, la guerre n'est pas finie : le Japon poursuit le combat dans le Pacifique. Il faut encore attendre près de quatre mois pour que l'Empire du Soleil levant capitule à son tour, le 2 septembre 1945, et que la Seconde Guerre mondiale prenne fin. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Musée de la Reddition du 7 mai 1945
12, rue Franklin Roosevelt, à Reims.

www.reims.fr/culture-patrimoine



La ville de Royan en 1945.

© ECPAD / photo Henri Malin

1945 RECONSTRUIRE LA FRANCE

Aux jours de liesse populaire de la Libération succèdent des lendemains désenchantés. La France sort meurtrie et exsangue des années de guerre et d'occupation : des pertes humaines élevées, des villes détruites, une économie dévastée et le rationnement qui demeure. Autant de défis que le pays va devoir relever.



Jacques QUELLIEN

Université de Caen
Basse-Normandie

Pour la grande majorité des Français, 1944 reste l'année de la Libération. Avec ses défilés et ses bals, son euphorie... et ses illusions, l'été 1944 est l'un des temps forts de l'histoire nationale, comme l'avaient été la fête de la Fédération en 1790, les premières semaines de la Révolution de 1848 ou encore le 11 novembre 1918. En 1944, le présent a rejeté à l'arrière plan le passé, la défaite de 1940 et les quatre longues années d'occupation allemande.

En 1945, le passé reprend ses droits sur le présent avec son cortège de déceptions et de désenchantement face à des lendemains qui ne chantent pas vraiment. L'année 1945 ne pouvait que souffrir de la comparaison avec sa devancière. L'heure est à la prise de conscience des retombées du conflit. Dégrisés, les Français vont devoir affronter le lourd passif laissé par la guerre et l'occupation allemande.

UNE FRANCE OCCUPÉE ET BOMBARDÉE

À deux reprises, le territoire français a été le théâtre de violents affrontements : en mai et juin 1940, lors de l'invasion allemande, puis à partir de juin 1944 avec les combats de la libération. Au cours des quatre années séparant ces deux dates, le pays a-t-il été tenu à l'écart du conflit ? Peut-on souscrire à l'argument mis en avant par Pierre Laval lorsqu'il exhorte, le 6 juin 1944, ses compatriotes à ne pas soutenir les Alliés qui viennent de prendre pied en Normandie : « Nous ne sommes pas dans la guerre ! » En vérité, l'armistice de juin 1940 n'a pas été un bouclier protégeant des hostilités. Les attaques aériennes alliées n'ont jamais cessé sur la France. Avec 550 000 tonnes de bombes (soit 22% du total), elle a le triste privilège d'avoir été le pays le plus bombardé d'Europe après l'Allemagne.



En 1940-1941, dans le contexte d'une menace de débarquement allemand en Angleterre, les appareils de la RAF pilonnent les ports de la Manche et de l'Atlantique. En 1942-1943, avec l'entrée en lice de l'*US Air Force*, les bombardements - sans négliger les côtes - gagnent l'intérieur des terres. Sont particulièrement visées les entreprises travaillant pour l'Allemagne, avec notamment le bombardement des usines Renault de Boulogne-Billancourt. 80% des bombes lancées sur la France le sont au cours de la seule année 1944. Dans le cadre de l'opération *Overlord*, le «plan Transport» ne vise rien moins que la destruction du réseau de communications, notamment ferroviaire. Mais la France subit aussi le poids de la guerre avec une occupation des troupes allemandes très lourde en 1940 (préparation de l'opération *Seelöwe*), certes nettement allégée en 1942, mais redevenue fort pesante à partir de 1943. L'année suivante, elle dépasse le million d'hommes, concentrés dans leur très grande majorité le long des côtes.

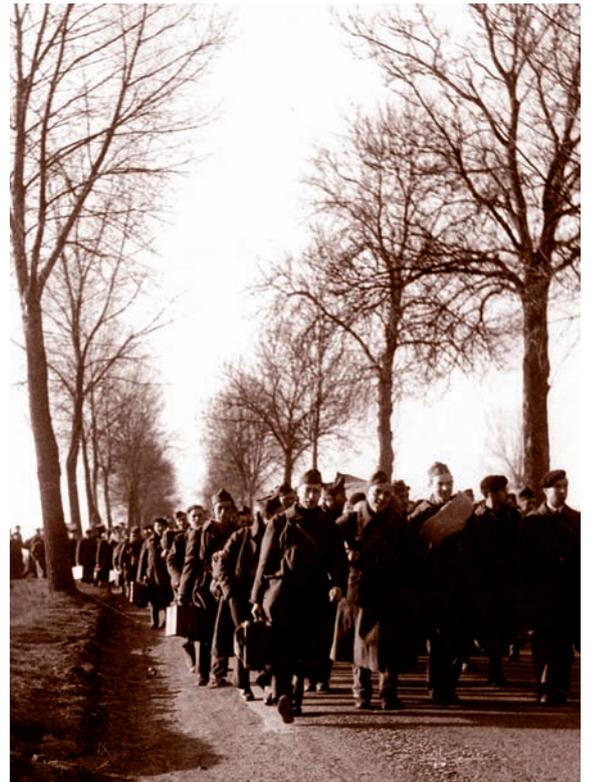
PILLAGE ET RÉPRESSION

Les «frais d'entretien» de ces troupes, imposés par le vainqueur au vaincu, atteignent la somme astronomique de 700 milliards de francs pour les quatre années. À cela s'ajoute le pillage des biens de consommation auquel les soldats allemands peuvent se livrer en toute impunité grâce au taux arbitrairement surévalué du Reichsmark. Mais le pillage prend bien d'autres formes : celui des machines les plus modernes démontées et transportées outre-Rhin ; la réquisition massive des chevaux nécessaires à une armée allemande beaucoup moins mécanisée qu'on le pense généralement ; la mainmise sur près de 30% de la production de charbon, 74% du minerai de fer et 50% de la bauxite ; les prélèvements sur la viande (21%), le blé (13%), le lait, le beurre et autres denrées alimentaires qui iront rejoindre les tables des familles allemandes. Tout cela étant réglé... par les frais d'occupation, c'est à dire par la France elle-même. Goering avait dit «J'ai l'intention de piller et de piller abondamment» ; ce qui fut fait.

On prendra garde de ne pas oublier le pillage des hommes. Du fait d'une forte mobilisation pour mener la guerre sur divers fronts, l'économie du Reich manque de bras. Dès 1940, 1 500 000 prisonniers français ont été dirigés vers des camps en Allemagne où beaucoup ont été utilisés comme main d'œuvre,



←
Déblaiement dans les ruines
de Caen, 1945.
© ECPAD / Vincent Verdu



→
Retour des prisonniers.
© DR

en premier lieu dans l'agriculture. Mais l'ouverture du front de l'Est accentue les besoins. En France, comme dans d'autres pays conquis, une intense propagande fait appel à des travailleurs volontaires. Autour de 200 000 personnes (et non 70 000 comme on l'a souvent dit et écrit) ont accepté de s'expatrier pour un temps plus ou moins long. Parmi elles, une assez forte proportion d'étrangers et de femmes. Pour répondre aux besoins croissants de l'Allemagne, Vichy promulgue deux lois, en septembre 1942 (instaurant le travail obligatoire) et février 1943 (portant création du Service du travail obligatoire), qui permettent d'envoyer vers le Reich 650 000 hommes, jeunes pour la plupart.

La répression est une autre facette de l'occupation allemande. 90 000 hommes et femmes ont été déportés dans des camps de concentration. Il s'agissait de membres d'organisations de résistance (44%) ou bien de personnes arrêtées pour des actes de refus, voire d'hostilité à l'encontre de l'occupant (29%). Les autres (27%), étaient des otages, des rafles, des prisonniers de droit commun, d'anciens communistes... Parallèlement, la persécution nazie a frappé 75 000 juifs, majoritairement d'origine étrangère, envoyés pour la plupart vers Auschwitz-Birkenau. Ceux qui étaient jugés aptes au travail étaient dirigés vers les usines ou les ateliers, tout comme le furent les détenus des camps de concentration. Le nombre des fusillés (longtemps fortement surévalué) se situe autour de 4 000 hommes. Si les populations civiles du Nord avaient dû faire face aux exactions des troupes allemandes (surtout des SS) dès 1940, les exécutions sommaires en France disparaissent jusqu'au début de l'année 1944 lorsque le décret Sperrle, en février, permit l'introduction à l'ouest de méthodes expéditives, contre les résistants et les populations civiles, en vigueur sur le front de l'Est. Il laissait en fait la porte ouverte aux pires atrocités en spécifiant bien que leurs auteurs ne seraient pas inquiétés : «Une sévérité excessive dans les mesures prises ne pourra entraîner aucune sanction». Les premiers massacres frappèrent les maquisards des Alpes et du Massif central, ainsi que les civils censés leur avoir apporté une aide, mais aussi les habitants d'Ascq dans le Nord, à la suite d'un sabotage. ...→



→
Gare ferroviaire du Mans,
1945.
© ECPAD

Après le Débarquement, survinrent dans cette logique du pire les tueries de Tulle, Oradour-sur-Glane, Argenton-sur-Creuse, Buchères, Maillé, commises par diverses unités SS...

À l'exception de l'Alsace et des «poches de l'Atlantique», l'essentiel du territoire français est libéré à l'automne 1944. Mais dans quel état ?

DES PERTES HUMAINES ÉLEVÉES

Se situant entre 460 000 et 480 000, le nombre de tués par faits de guerre entre 1939 et 1945 est sensiblement inférieur à l'estimation avancée à la fin des années 1940 par la Commission des dommages et des réparations (600 000). Il est sans commune mesure avec l'hécatombe du premier conflit mondial, mais du même ordre de grandeur que les pertes subies par le Royaume-Uni (400 000) ou l'Italie (440 000). L'autre différence avec la Grande Guerre est la répartition à parts à peu près égales entre pertes militaires et civiles, à l'image d'ailleurs du bilan humain de la Seconde Guerre mondiale dans son ensemble.

Entre 55 000 et 65 000 hommes ont perdu la vie lors des combats de mai et juin 1940 et non 100 000 comme le veut la mémoire commune... comme le dément la base de données établie par le ministère de la défense. La différence vient de la confusion entretenue - volontairement ou non - qui ajoute aux morts du printemps 1940 ceux de la «Drôle de guerre» (plus de 10 000) et les 30 000 à 40 000 prisonniers de guerre, certes capturés en 1940 mais décédés plus tard en Allemagne. S'ajoutent principalement à cela les pertes de l'armée de Vichy en Syrie, Afrique du Nord... (4 300), celles de la France libre (3 200) et enfin de l'armée française reconstituée en 1943, engagée en Tunisie, en Italie, puis lors de la Libération de la France et de l'assaut final contre l'Allemagne, soit un

total de 23 000 soldats, auxquels s'ajoutent 14 000 FFI tués au combat ou exécutés sommairement en France. On prendra garde enfin de ne pas oublier les 32 500 Alsaciens-Mosellans morts sous uniforme allemand. Les pertes civiles sont dues à la fois aux Allemands, aux Alliés... et accessoirement aux Français. Répression et persécutions menées par les nazis sont responsables de la disparition de près de 4 000 otages et condamnés à mort fusillés, 36 000 déportés morts dans les camps de concentration, plus de 70 000 juifs et de 10 à 15 000 civils victimes d'exécutions sommaires et de massacres délibérés. À ce total, s'ajoutent les travailleurs civils, requis ou volontaires, morts en Allemagne : 60 000 ? 40 000 ? On l'ignore toujours. Le nombre de tués lors des bombardements aériens alliés est estimé entre 50 et 70 000 personnes. Enfin, l'épuration «sauvage», à la Libération, a coûté la vie à près de 9 000 individus considérés comme collaborateurs.

DES DESTRUCTIONS MATÉRIELLES CONSIDÉRABLES

Entre 1939 et 1945, la France a subi des destructions matérielles largement supérieures à celles de la Première Guerre mondiale. Certes, 13 départements avaient été totalement dévastés, mais le reste du pays n'avait pas subi de dégâts. Entre 1940 et 1945, le territoire est confronté à deux campagnes féroces. Celle de 1940 frappe lourdement le Nord de la France ; celle de 1944 ravage la Normandie et dans une moindre mesure la Provence, mais aussi l'Est ; entre les deux, les bombardements aériens alliés n'épargnent que fort peu de régions. Au total 74 départements sont touchés.

Les destructions les plus visibles concernent le patrimoine immobilier : 452 000 immeubles sont totalement détruits (deux fois plus qu'au Royaume-Uni) et 1 436 000 partiellement. Près de 20% du parc immobilier du pays est concerné, contre

10% lors du conflit précédent. On compte un million de familles sans abri, soit de 4 à 5 millions d'individus ; ce qui laisse présager une sévère crise du logement. En 1946, la Commission des dommages et réparations estime à 5 000 milliards le coût d'un retour à la normale, soit deux ou trois années de revenu national. 1838 communes ont été déclarées sinistrées. Parmi elles, 15 des 17 villes de plus de 100 000 habitants ; 21 sur 39 pour celles de 50 000 à 100 000. Mais les campagnes ont tout autant souffert : le quart des communes sinistrées ont moins de 2 000 habitants. Le département le plus atteint, le Calvados, compte à lui seul 120 000 bâtiments démolis. En 1945, les transports sont largement paralysés par des destructions massives qui laissent derrière elles une France morcelée. Victime des prélèvements de matériel par les Allemands, des sabotages de la Résistance et des bombes alliées, le réseau ferroviaire a particulièrement souffert : voies ferrées pour moitié hors de service pour un temps plus ou moins long ; 115 gares importantes détruites ainsi que 24 triages sur 40 ; près de 2 000 ouvrages d'art (ponts, tunnels, viaducs) inutilisables en l'état. La SNCF ne dispose plus que d'un wagon de voyageurs sur deux en état de marche, un wagon de marchandises sur trois et une locomotive sur six. Les transports routiers ne sont pas mieux lotis avec 7 500 ponts effondrés et les quatre cinquièmes des camions disparus. Ont également souffert les transports fluviaux et surtout les ports, copieusement bombardés pendant quatre ans par la RAF. Nombre de pylônes électriques ont été abattus et 90 000 kilomètres de lignes téléphoniques ne fonctionnent plus.

UNE ÉCONOMIE DÉVASTÉE

La guerre et l'Occupation ont porté des coups terribles à une économie française déjà affaiblie par la crise des années 1930. Même dans leur sécheresse, les chiffres sont éclairants. Pendant la guerre, la production agricole a baissé de 40%. En 1945, la récolte de blé n'est plus que de 42 millions de quintaux contre 73 en 1939 ; celle des pommes de terre a chuté de 144 à 61 millions de quintaux ; la quantité de viande



→
Visite du général de Gaulle
à Brest, 26 juillet 1945.
© ECPAD / Henri Malin

disponible sur les étals est moitié moindre. En cause, la diminution de 3 millions d'hectares des surfaces cultivées ; des régions au sol infesté par les 13 millions de mines laissées par les Allemands ; la disparition d'un tiers des chevaux de trait, réquisitionnés par l'occupant ; la pénurie d'engrais, fatale aux rendements, mais aussi celle de la main d'œuvre avec bien des champs tombés en friches, faute de bras.

La chute de la production industrielle est plus vertigineuse encore : 60% par rapport à 1938 et même 70% en comparaison de son niveau de 1929. En 1945, les mines de charbon ne fournissent plus que 25 millions de tonnes contre 47 millions avant la guerre ; la sidérurgie 1,6 million de tonnes d'acier au lieu de 6,2 millions et les cimenteries 126 000 tonnes contre 296 000. Tout concourt à expliquer cet effondrement : les bombardements des usines, le pillage par l'Allemagne des machines, des matières premières et des ouvriers, les difficultés d'approvisionnement en énergie et matières premières... Quant à la relance, elle s'avère difficile en 1945 face aux deux goulets d'étranglement que constituent le démantèlement des transports et la pénurie de charbon, source d'énergie essentielle de l'époque.

L'écroulement de la production provoque une grave chute de l'offre par rapport à la demande et inévitablement une forte hausse des prix et des salaires. Les prix taxés sont multipliés par trois entre 1938 et 1944 ; l'ensemble des prix (y compris donc ceux du marché noir) étant pour leur part multiplié par cinq. Déjà bien présente sous Vichy, l'inflation deviendra galopante après la Libération et un mal récurrent sous la IV^e République. Dans ces conditions, le franc se déprécie fortement par rapport au dollar. Les insuffisances de la production rejettent également sur le commerce extérieur avec des exportations réduites comme peau de chagrin, alors que les importations grimpent en flèche pour satisfaire aux besoins de l'économie et de la population. ●●●→



←
Affiche du ministère
des prisonniers, déportés
et réfugiés, 1945.
© Bibliothèque Forney /
Roger-Viollet



←
Reconstruction d'immeubles
après la guerre à Saint-Malo.
© Roger-Viollet

En 1945, les importations sont cinq fois supérieures aux exportations. Pour les financer, la France vit à crédit. Les finances publiques elles-mêmes sont en péril avec un déficit budgétaire colossal estimé à 460 milliards pour les années 1939 à 1944. Cette année là, les recettes ne couvrent que 30% des dépenses et guère plus de 55% en 1945. Pour faire face à cette situation, l'endettement de l'État s'envole. Il est multiplié par quatre pendant les six années de conflit.

Si le Français moyen n'est pas forcément conscient des grands problèmes économiques et financiers, il est en revanche brutalement confronté à certaines de leurs conséquences et, en tout premier lieu, aux insuffisances du ravitaillement qui perdurent. Cette préoccupation essentielle pendant toute l'Occupation n'a nullement disparu à la Libération, au contraire même. Une certaine résignation laisse place à la stupeur et à l'incompréhension la plus totale. Le départ des Allemands «qui prenaient tout» à en croire la radio de Londres signifiait pour beaucoup le retour de l'abondance d'antan. Or le rationnement demeure, les fameux tickets sont toujours là, tout comme les files d'attente devant les magasins ou le marché noir, plus florissant que jamais. En réalité les systèmes de production et de distribution ont été tellement mis à mal pendant l'Occupation qu'il n'est guère possible d'effacer aisément et rapidement quatre années de dérèglements et d'économie parallèle. Le temps des restrictions continue donc. Les assiettes ne sont pas mieux garnies ; le gaz et l'électricité toujours distribués avec parcimonie. Le rationnement ne disparaîtra qu'en 1949. Dans l'immédiat, les sondages menés par l'IFOP montrent bien, les uns après les autres, que la question du ravitaillement demeure la préoccupation majeure des Français.

VERS LE REDRESSEMENT

Printemps 1945, les «absents» commencent à rentrer : deux millions d'hommes et quelques milliers de femmes : prisonniers de guerre, travailleurs volontaires ou requis, déportés. Certains retrouvent une famille qui peut avoir changé, les enfants surtout. Ils ont grandi et se souviennent à peine ou pas du tout de ce père prodigue. Tous découvrent un pays qui ne

ressemble plus forcément à celui qu'ils avaient quitté. Un pays terriblement meurtri !

Pourtant, la guerre et l'Occupation, malgré bien des drames, ont généré aussi les bases d'un renouveau. Ainsi, le redressement à partir de 1943 d'une natalité depuis longtemps languissante préfigure le fameux «Baby Boom» appelé de ses vœux par de Gaulle : «Il nous faut dix millions de beaux bébés en dix ans» ; un coup d'arrêt porté au vieillissement de la France en même temps que l'un des moteurs des futures «Trente Glorieuses».

Les destructions matérielles dues à la guerre sont à l'origine d'un épisode connu dans l'histoire nationale sous le nom de «la Reconstruction». En réalité, il convient de parler plutôt d'une «ré-urbanisation» qui ne se contentera pas de reproduire les villes disparues à l'identique, mais de les imaginer plus cohérentes, plus spacieuses, en remplaçant notamment les quartiers vétustes et insalubres par des immeubles dotés du confort moderne. Dans un autre domaine, l'État français - nécessité oblige - a élargi son champ d'intervention à l'économie, préparant ainsi les mentalités et l'opinion aux grandes réformes engagées dans ce domaine par le Gouvernement provisoire, puis la IV^e République.

La Résistance, quant à elle, tout en poursuivant la lutte contre l'occupant et Vichy, a engagé, dans la clandestinité, de profondes réflexions sur ce que devrait être la France nouvelle, une fois libérée. C'est dans cet esprit qu'est adopté, en mars 1944, le fameux programme du Conseil national de la Résistance qui appelait à de nombreuses réformes dans l'ordre économique et social. Il servira de «bréviaire» aux gouvernements de la Libération. En 1945, les lendemains ne chantent pas encore, mais du moins l'espoir est-il là. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

La Seconde Guerre mondiale, Jean Quellien, Tallandier, 2015.

La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954.

Histoire d'une politique, Danièle Voldman, L'Harmattan, 1997.

SERGE BERNSTEIN

Ancien enseignant de l'IEP de Paris, ce spécialiste de l'histoire politique de la France contemporaine revient sur la nature du régime de Vichy et nous éclaire sur les choix politiques et institutionnels qui s'offrent aux Français au lendemain de la Libération.



←
Serge Bernstein.
© DR

Après la chute du régime de Vichy se pose la question de la restauration politique du pays. Quels choix s'offrent aux Français ?

La France libérée en 1944-1945 se trouve dans une situation de vide juridique et politique. Administrée par le Gouvernement provisoire du général de Gaulle, elle n'a plus de constitution puisque celle de la III^e République a été suspendue le 10 juillet 1940 par l'Assemblée nationale. C'est dans ce contexte que le général de Gaulle propose aux Français, le 21 octobre 1945, de se prononcer par référendum sur leur choix quant au maintien ou à la réputation de la Constitution de la III^e République et, dans cette dernière hypothèse, sur une organisation des pouvoirs publics durant la période où une éventuelle Assemblée constituante élaborerait une nouvelle constitution. Si les Français se prononcent à 96% pour le changement des institutions, seuls 66% d'entre eux approuvent l'organisation des pouvoirs publics proposée par le général de Gaulle qui limite la durée et les pouvoirs de l'Assemblée constituante.

Le 21 octobre 1945, les Français désignent une nouvelle assemblée constituante. Quelles sont les forces politiques en présence ? Quelle majorité se dégage ?

En même temps que le référendum, des élections législatives ont lieu le 21 octobre 1945. Or ce scrutin, auquel les femmes participent

pour la première fois, marque un effondrement des partis de gouvernement de la III^e République. En revanche, près des trois quarts des électeurs donnent leurs suffrages à trois partis politiques qui peuvent se prévaloir d'avoir joué un rôle important dans la Résistance, le Parti communiste, le Parti socialiste SFIO et le Mouvement républicain populaire (MRP), constitué par des démocrates-chrétiens. Pour la première fois dans l'histoire politique de la France, les deux partis marxistes, communiste et socialiste, obtiennent la majorité absolue en sièges (302 élus sur 586).

Quand le gaullisme a-t-il cessé d'être simplement synonyme de «résistance» pour devenir un projet et un courant politique ?

C'est le 7 avril 1947 que naît véritablement le gaullisme politique avec l'annonce par le général de Gaulle de la création d'un mouvement, le Rassemblement du peuple français (RPF) dont l'essentiel du programme réside dans la révision des institutions de la IV^e République. Le Général les a vivement condamnées dans son discours d'Épinal du 22 septembre 1946, au motif qu'elles donnent l'essentiel du pouvoir à l'Assemblée nationale.

Il leur oppose le projet politique proposé le 16 juin 1946 dans son discours de Bayeux qui cantonne le Parlement dans ses attributions législatives et budgétaires et fait du président de la République la clé de voûte des institutions.

Quel est le bilan de la IV^e République ?

Il faut se départir du bilan très noir que la V^e République a dressé de celle qui l'a précédée. Certes, la double opposition au régime des communistes et des gaullistes a contraint ses partisans de gauche et de droite à conclure des alliances débouchant sur l'immobilisme et l'impuissance en raison des vues opposées des protagonistes. Mais elle n'a pas empêché les débuts de la décolonisation, dans la douleur il est vrai, les actes fondateurs de la construction européenne, l'intégration de la France dans l'alliance Atlantique. La IV^e République a su opérer, grâce à l'action de l'État, le redressement de l'économie française par les nationalisations, la planification, l'orientation des investissements vers les secteurs-clés de l'économie. Enfin, son œuvre sociale est considérable, marquée par la création de la Sécurité sociale qui, sur la base du principe de la solidarité nationale, offre à chacun des garanties contre les aléas de l'existence.



La rédaction

POUR EN SAVOIR PLUS

Le monde entre guerre et paix 1945-1973, (tome 2)
coll. Initial Hatier, 1995.

Retrouvez l'intégralité de l'entretien :
sur www.cheminsdememoire.gouv.fr





→
Meliton Kantaria, officier géorgien de l'Armée rouge, hissant le drapeau soviétique sur le toit du Reichstag à Berlin, mai 1945.
© Ullstein Bild / Roger-Viollet



Jean LOPEZ

Historien,

directeur de la rédaction de la revue *Guerres & Histoire*

La recherche de la « bataille décisive », du « tournant », est une marotte d'historiens, génératrice de débats sans fin. Sans céder à ce penchant, on peut accorder toutes les chapelles sur au moins deux points : Hitler a perdu la guerre bien avant 1945 ; son outil militaire principal, l'armée de terre, a eu les reins brisés par l'Armée rouge, celle-ci ayant à son actif 4 des 5,3 millions de tués militaires allemands enregistrés durant la Seconde Guerre mondiale. Pour autant, et même si le sort de la guerre était joué avant, les offensives finales de l'Armée rouge méritent d'être examinées dans leur signification militaire et politique. L'historiographie soviétique distingue huit opérations durant les cinq premiers mois de 1945. Chacune est accomplie par tout ou partie de deux ou trois Fronts, qui sont des groupements d'armées opérationnellement autonomes, dotés de leurs forces aériennes et regroupant entre 270 000 hommes et presque 1,1 million d'hommes (1^{er} Front d'Ukraine) pour le plus puissant. Le total des huit Fronts concernés se monte à près de 5 millions d'hommes, une soixantaine d'armées d'infanterie, 6 armées blindées entièrement motorisées, une douzaine d'armées aériennes, plus des formations polonaises, tchèques, roumaines et bulgares. Les rapports de force sont globalement de l'ordre de 3 contre 1 pour l'infanterie, 6 contre 1 pour les chars et plus de 10 contre 1 pour l'aviation et l'artillerie.

Deux groupes d'opérations méritent qu'on s'y arrête. Le premier lie l'opération Vistule-Oder - qui frappe de la Vistule vers Berlin et la Silésie - à des opérations d'aile, au nord (opérations de Prusse-Orientale et de Poméranie orientale) et au sud (opération des Carpates occidentales). Ces coups de boutoir gigantesques se déroulent entre le 12 janvier et le 25 avril 1945. Leurs résultats sont considérables. Sur le plan militaire, ils aboutissent à la destruction à 100% du groupe d'armées allemand Centre et à 50% du groupe d'armées A. Les pertes en hommes et en matériels sont si élevées qu'Hitler doit

L'ARMÉE ROUGE OFFENSIVES FINALES

De la défense de Moscou aux victoires de Stalingrad et de Koursk, de Smolensk à la mer noire, de la Vistule à l'Oder, jusqu'à l'entrée dans Berlin..., la grande guerre patriotique menée par l'Armée rouge scelle le destin du Reich et consacre l'émergence d'une nouvelle superpuissance.

déshabiller tous les autres fronts pour reconstituer ses forces face à l'Armée rouge. De Norvège, d'Italie, de Courlande, des frontières occidentales, accourront ainsi 33 divisions entre le 16 janvier et le 20 février 1945. En février, presque toutes les armes lourdes sorties d'usine iront à l'est : 1550 canons d'assaut contre 67 placés face aux Occidentaux, 3166 chars neufs contre 513. La première conséquence, évidente, est que ces offensives soviétiques expliquent, avant tout autre facteur, les succès obtenus en février et mars par les armées alliées occidentales dans leur marche vers le Rhin. La deuxième conséquence, fondamentale pour l'après-guerre, est que Staline contrôle, dès mars 1945, la Pologne à 100%, l'Allemagne à 25%.

L'autre offensive soviétique importante concerne la Hongrie. Les 2^e et 3^e Fronts d'Ukraine y mènent deux opérations, celle de Budapest entre le 29 octobre 1944 et le 13 février 1945, puis celle de Vienne entre le 16 mars et le 15 avril 1945, qui amènent Hitler à jeter dans la plaine magyare ses dernières formations blindées SS dans l'espoir de conserver les pétroles hongrois et autrichiens. Ces forces manqueront devant Berlin et la Ruhr et elles n'empêcheront pas la prise de contrôle de 100% de la Hongrie et de 75% de l'Autriche par Staline.

Enfin, les deux dernières opérations soviétiques de la guerre en Europe visent Berlin (16 avril-8 mai) et Prague (6-11 mai 1945). Elles amènent l'Armée rouge au cœur de l'Allemagne, sur l'Elbe, et lui donnent le contrôle de la Tchécoslovaquie, après l'évacuation des forces américaines de Thuringe et de Bohême occidentale, conformément aux accords passés antérieurement. À ce titre, directement - par leur puissance même - et indirectement - en facilitant la pénétration des armées occidentales en Allemagne et en Italie du Nord - les offensives finales de l'Armée rouge apparaissent comme le facteur majeur de modelage de l'après-guerre. ■



POUR EN SAVOIR PLUS

Berlin. Les offensives finales de l'Armée rouge : Vistule-Oder-Elbe, Jean Lopez, Economica, 2009.

UN SIÈCLE D'HISTOIRE EN IMAGES

La rédaction



DEPUIS CENT ANS, LES PHOTOGRAPHES ET OPÉRATEURS DE L'ÉTABLISSEMENT DE COMMUNICATION ET DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE DE LA DÉFENSE ACCOMPAGNENT L'ARMÉE, JUSQUE DANS LES ZONES DE CONFLIT. L'ÉTABLISSEMENT PARTICIPE À DE NOMBREUX PROJETS ÉDITORIAUX OU AUDIOVISUELS ET DÉVELOPPE DES PROJETS PÉDAGOGIQUES.

En cette année 2015, l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) célèbre ses cent ans d'existence. Créées respectivement en février et avril 1915, les sections cinématographique et photographique de l'armée reçoivent pour mission de contrecarrer la propagande mise en place par l'armée allemande, active dès le début des hostilités. Elles rassemblent le maximum de documents visuels sur la conduite des opérations ou encore les destructions provoquées par l'ennemi. Ces images qui bénéficient de moyens de diffusion considérables, sont exposées tant en France qu'à l'étranger. Les images prises par les opérateurs de l'armée deviennent ainsi l'une des principales sources visuelles des événements qui se déroulent sur les différents fronts de la Grande Guerre, de la frontière belge aux confins du Proche-Orient.

Tout au long de son histoire, l'établissement va connaître plusieurs restructurations. Mis en sommeil en décembre 1919, il prend un nouvel essor lors de la mobilisation de 1939. Des dizaines de caméramans et de photographes du service cinématographique de l'armée (SCA) sillonnent les fronts, avant d'affronter le terrible choc de la défaite de 1940. Partagé entre la zone libre et Alger puis réorganisé lors de l'arrivée des Alliés en Afrique du Nord, le service est à nouveau engagé dans les combats de Tunisie, d'Italie puis de la Libération, pénétrant jusqu'au cœur de l'Allemagne totalement dévastée. Les guerres de décolonisation, avec l'Indochine puis l'Algérie, marquent un tournant «visuel» dans l'histoire du service. Proche des combattants et des risques qu'ils encourent, nombre d'opérateurs du SCA perdent la vie au combat, à l'instar de Georges Kowal, tombé caméra à la main en février 1952 au Tonkin, ou encore Jean Péraud,



camarade de Pierre Schoendoerffer, disparu près de Diên Biên Phu en mai 1954.

Plusieurs générations de techniciens de l'image et du son se succèdent au SCA, engagés ou appelés et accomplissant leur apprentissage technique et artistique. Raoul Coutard, Claude Lelouch, Gérard Pirès, Robert Enrico, Claude Zidi et tant d'autres passent par le fort d'Ivry, laissant des reportages ou des films d'instruction. Au cours des décennies suivantes, l'établissement poursuit sa mission, déployant sur tous les théâtres d'opérations des opérateurs pour filmer et photographier les actions armées ou humanitaires menées par l'armée française et ses alliés.

Héritier de ce passé prestigieux, l'ECPAD complète aujourd'hui le maillage audiovisuel au service du ministère de la défense, animé avec l'aide des SIRPA

d'armées et des opérateurs présents dans chaque organisme militaire. L'ensemble de leurs productions est désormais reversé au fort d'Ivry, devenu centre des archives audiovisuelles définitives de la Défense. Ce panorama est complété par le versement de documents qui proviennent de collections particulières, qui enrichissent encore le large panorama des archives conservées par l'ECPAD, et lui confèrent le rôle de gardien d'une mémoire nationale, européenne et plus largement mondiale. ■

←
Une équipe de tournage
juchée sur le toit d'une
camionnette du SCA,
1939-1940.
© ECPAD

POUR EN SAVOIR PLUS

Médiathèque de l'ECPAD ouverte à tous, du lundi au vendredi. Chaque année, l'ECPAD accueille le public lors des journées européennes du patrimoine. Rendez-vous sur www.ecpad.fr



EXPOSITIONS



LA RÉSISTANCE CIVILE EN POITOU

De mars 1942 à août 1944, la traque méthodiquement organisée par les autorités nazies et le régime de Vichy aboutit à la déportation de plus de 75 000 Juifs - dont 11 400 enfants - depuis la France vers les camps de la mort. Seuls 2 500 survivront. Face aux persécutions, le Poitou, frontalier de la zone libre, devient une terre de refuge et de transit sur les routes de l'exil. La solidarité active de nombreux Poitevins, les chaînes d'entraide et les organisations de résistance juives et non-juives concourent au sauvetage de plusieurs centaines de personnes. L'exposition, riche de nombreux documents et témoignages, offre un regard inédit sur cette résistance civile en Poitou. Elle révèle la grande diversité des parcours individuels, les motivations des gestes d'entraide et de sauvetage et évoque la complexité des situations.

Traqués, cachés, sauvés.
Être juif en Poitou (1940-1944), jusqu'au 7 juin 2015. Centre régional «Résistance & Liberté», Thouars (79).
Tél. 05 49 66 42 99
www.crri.fr



CHURCHILL DE GAULLE

C'est par la voix de ces deux personnalités hors du commun - Churchill et de Gaulle - que débute le parcours chronologique de l'exposition qui leur est consacrée au musée de l'Armée. Naissances, enfances, jeunesse et choix de carrière, expérience commune de la Grande Guerre, positions politiques et stratégiques de l'Entre-deux-guerres, et enfin, la rencontre entre les deux hommes, le 9 juin 1940. Leurs relations, tantôt cordiales, tantôt orageuses, sont évoquées à travers les différents épisodes du conflit, que tous deux relateront dans leurs mémoires. Ainsi, l'exposition propose un portrait croisé des deux hommes avant et après-guerre, à travers des œuvres, de nombreux objets, des pièces historiques et des documents inédits. Un dispositif multimédia permet de confronter les points de vue d'historiens français et britanniques.

Churchill - de Gaulle, jusqu'au 26 juillet 2015. Musée de l'Armée, Hôtel national des Invalides, Paris 7°. Tél. 01 44 42 38 77.
www.churchill-degaulle.com

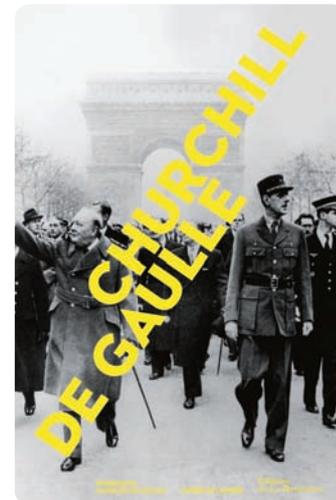
OUVRAGES



LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Pendant six ans, le monde entier s'est embrasé : une guerre totale, menée à la fois sur terre, sur mer et dans les airs, qui n'épargna pas les populations civiles, déplacées, contraintes au travail forcé, pillées, bombardées, massacrées, exterminées. Sans négliger la narration des combats, Jean Quellien accorde une grande place aux enjeux idéologiques, politiques et stratégiques, à la propagande et ses effets, souligne le poids déterminant de l'économie et des technologies, tout en évoquant la mobilisation des sociétés en guerre et les affres de la vie quotidienne. Ce récit nous entraîne au cœur du drame, à jamais gravé dans les mémoires, qui coûta la vie à 60 millions d'êtres humains.

La Seconde Guerre mondiale, Jean Quellien, édition Tallandier, 2015, 560 pages, 22,90 €.



DEUX VOIX LIBRES

Unir Churchill et de Gaulle, ces deux hommes d'État aux destins exceptionnels permet non seulement de rendre hommage à ces grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi de découvrir toutes les facettes, tant publiques que privées, de personnages hors normes, à la fois hommes publics, écrivains, orateurs et même, dans le cas de Winston Churchill, journaliste et peintre. Ce catalogue richement illustré rassemble les textes inédits de 35 auteurs français et anglo-saxons, historiens ou conservateurs de grandes institutions, qui accompagnent et mettent en relation près de 240 objets, documents et peintures réunis dans l'exposition éponyme.

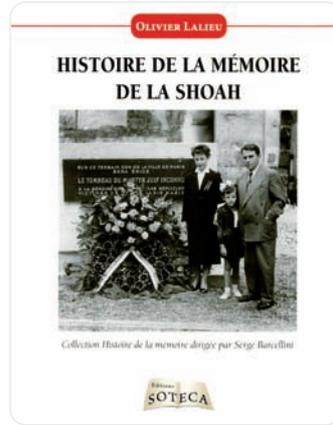
Churchill de Gaulle, éditions de La Martinère, musée de l'Armée, 2015, 288 pages, 28 €.



LES FUSILLÉS

Soixante-dix ans après la capitulation allemande, un ouvrage rassemble pour la première fois, les biographies des «fusillés et exécutés par condamnation ou comme otages» en France pendant l'Occupation. Si des itinéraires sont célèbres, des milliers demeurent méconnus. Histoires singulières, engagements multiples - communistes, gaullistes, socialistes, syndicalistes ou simples patriotes - témoignent d'une résistance plurielle luttant contre la barbarie. Ce travail, qui réunit 111 historiens, a nécessité huit ans de recherches pour retracer les vies, les engagements, les conditions d'arrestation et d'exécution de ces hommes et ces femmes. Une entreprise éditoriale et historique hors norme - 1 952 pages, 200 photos - pour rendre un hommage citoyen et mémoriel à une génération sacrifiée.

Les fusillés 1940-1944, sous la direction de Claude Pennetier, Jean-Pierre Besse, Delphine Leneveu et Thomas Pouty, éditions de l'Atelier, 2015, 1 952 pages, 30 €.



LA MÉMOIRE DE LA SHOAH

L'histoire de la mémoire de la Shoah commence au lendemain de la découverte des camps, notamment de celui d'Auschwitz, et ce, grâce à la mobilisation d'une poignée de militants qui posent les bases d'un récit difficilement audible et compréhensible. Elle s'incarne d'emblée par des commémorations et un engagement dans la société. Si la mémoire dominante est d'abord celle de la Résistance et des résistants, la mémoire de la Shoah va s'imposer peu à peu et acquérir une place incontournable dans la culture occidentale et mondiale. C'est cette histoire construite par des hommes et des femmes, par-delà les générations, mais aussi liée à des conjonctures politiques singulières, que ce livre donne à comprendre.

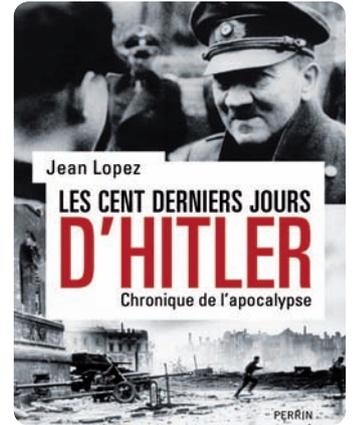
Histoire de la mémoire de la Shoah, Olivier Laliou, éditions Soteca, 2015, 250 pages, 22 €.



IMAGES D'ARMÉES

Depuis la Première Guerre mondiale, les armées françaises se sont dotées de structures et d'outils leur permettant de produire leurs propres images des conflits et des combattants. Créées en 1915, les sections photographique et cinématographique de l'armée ont évolué pour devenir, en 2001, l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense. Cet ouvrage, largement illustré, interroge l'histoire et les sources visuelles du cinéma et de la photographie aux armées depuis leur apparition jusqu'aux engagements dans les conflits les plus récents. Les chercheurs analysent aussi le temps de paix et la mise en scène du lien armée-nation. L'ensemble offre au lecteur une plongée exceptionnelle dans ce patrimoine historique.

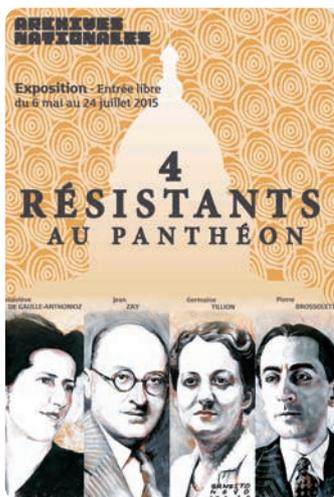
Images d'armées. Un siècle de cinéma et de photographie militaires, Sébastien Denis et Xavier Sené, coédition CNRS / Ministère de la défense / ECPAD, 2015, 280 pages, 39 €.



LA CHUTE D'HITLER

Les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale sont les plus sanglants et les plus destructeurs de tout le conflit. De cette course éperdue et meurtrière, Hitler est le grand responsable. Pour comprendre ce cataclysme, l'auteur livre la chronique des derniers jours de la vie du Führer, de son retour à Berlin en janvier 1945 à son suicide en avril de la même année. Au-delà de ses proclamations, de ses actes de gouvernement et de commandement militaire, cette chronique est aussi celle des événements militaires et de l'action des organisations criminelles que sont le parti nazi, la SS, la Gestapo et la Jeunesse hitlérienne. Une centaine de photos accompagnent ce récit et donnent à voir la réalité de l'effondrement de l'un des régimes les plus monstrueux du XX^e siècle.

Les cent derniers jours d'Hitler, Jean Lopez, édition Perrin, 2015, 350 pages, 24,90 €.



QUATRE FIGURES DE LA RÉSISTANCE AU PANTHÉON

Le 27 mai 2015, Pierre Brossolette, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Germaine Tillion et Jean Zay entrent au Panthéon. Afin de leur rendre hommage et d'honorer l'esprit de résistance qui les anima, les Archives nationales présentent du 6 mai au 24 juillet 2015, sur le site de Pierrefitte, l'exposition «4 résistants au Panthéon». Celle-ci donne un aperçu du parcours héroïque de ces femmes et hommes d'exception, en insistant sur leur volonté commune d'engagement. Leur lutte ira jusqu'à une mort injuste et prématurée pour deux d'entre eux, et se poursuivra dans une continuité admirable pour les deux survivantes de Ravensbrück. Des documents originaux issus des propres fonds de l'institution ainsi que les archives données par les familles Brossolette et Zay, exposées pour la première fois, illustrent leur action courageuse. L'apport d'autres collections conservées par l'association Germaine Tillion, la Bibliothèque nationale de France et les archives familiales de Geneviève de Gaulle-Anthonioz viennent enrichir l'exposition et éclairer le parcours de ces personnalités.

Au Panthéon, le Centre des monuments nationaux leur rend également hommage à travers l'exposition «Quatre vies en résistance», présentée du 8 mai 2015 au 10 janvier 2016.

www.archives-nationales.culture.gouv.fr



CHURCHILL DE GAULLE

MUSÉE DE L'ARMÉE - INVALIDES / EXPOSITION
10 AVRIL - 26 JUILLET 2015

 Musée
de l'Armée
Invalides

 FONDATION
CHARLES DE GAULLE

 70
LA LIBÉRATION DE LA FRANCE

 CHARLES DE GAULLE



CIC

Bell & Ross

Moët Hennessy
EDF ENERGY

 MUSÉE
DE L'ARMÉE
INVALIDES

100
AN

ina

metronews

FIGARO
SCOPE

info



churchill-degaulle.com

CHRONOLOGIE

- FIN DE LA GUERRE -

JANVIER

- 12 Grande offensive soviétique en direction de Berlin.
- 17 Libération de Varsovie.
- 27 L'Armée rouge découvre le camp d'Auschwitz.

FÉVRIER

- 04 > 11 Conférence de Yalta.
- 09 Colmar, dernière ville d'Alsace libérée.
- 13 Bombardement allié sur Dresde.

MARS

- 07 Les Alliés franchissent le Rhin.
- 29 Les Soviétiques entrent en Autriche.

AVRIL

- 11 Les Américains pénètrent dans le camp de Buchenwald.
- 25 Jonction des troupes américaines et soviétiques sur l'Elbe.
- 29 Les Américains libèrent le camp de Dachau.
- France** : les femmes votent pour la première fois (élections municipales).
- 30 Suicide de Hitler.

MAI

- 1^{er} > 11 Combats et réduction des dernières poches de l'Atlantique : île d'Oléron, île de Ré, La Rochelle, Lorient et Saint-Nazaire.
- 02 Chute de Berlin Capitulation allemande en Italie.
- 07 Signature de la reddition allemande à Reims.
- 08 Capitulation du Reich.

EN COUVERTURE

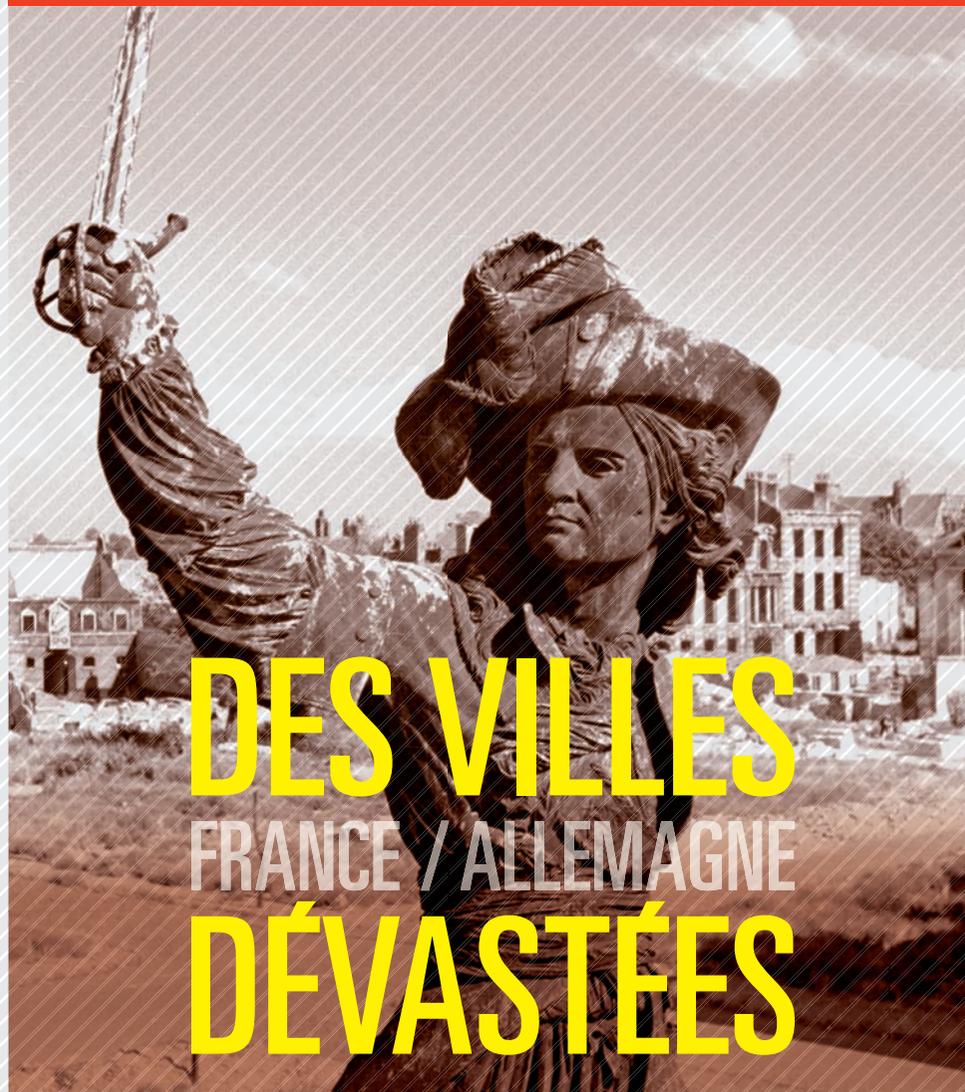
Derrière la statue de Jean Bart,
la ville de Dunkerque détruite, 20 juillet 1945.

© ECPAD

AVRIL / MAI 2015

CAHIER #249

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

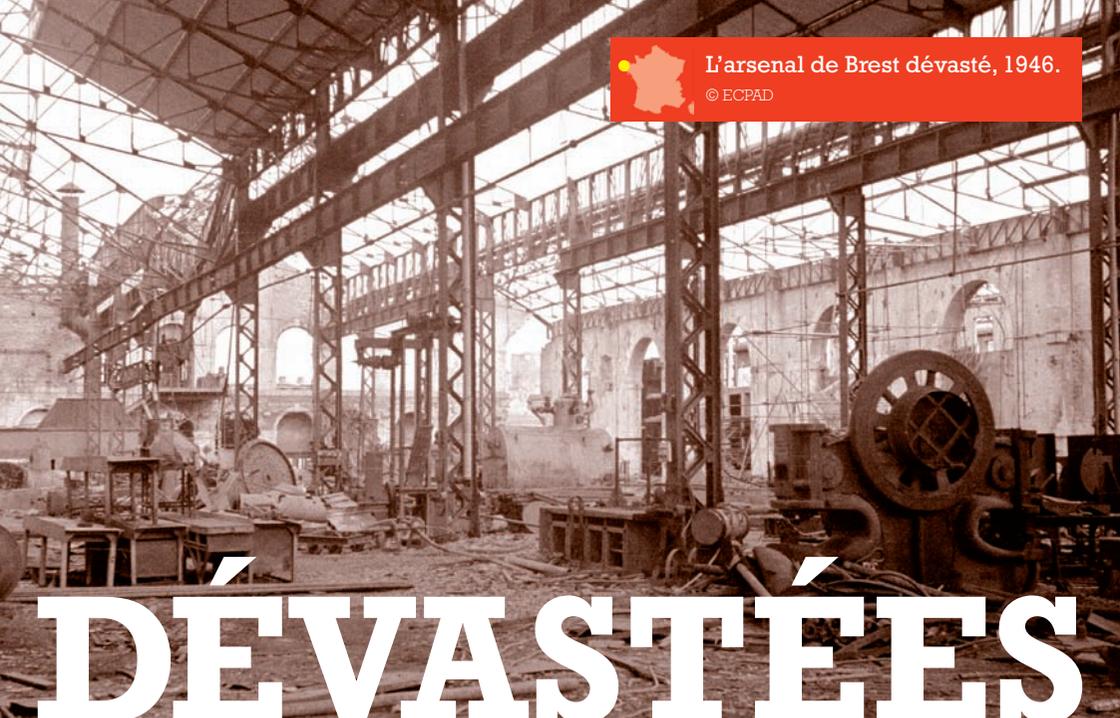


DES VILLES
FRANCE / ALLEMAGNE
DÉVASTÉES

 Vue aérienne de Berlin, 15 octobre 1945.
© ECPAD / Louis Cadin



 L'arsenal de Brest dévasté, 1946.
© ECPAD



DES VILLES DÉVASTÉES



 Population dans les rues de Coblenz.
© ECPAD / André Gadner



 Bâtiment en ruines à Berlin, octobre 1945.
© ECPAD / Louis Cadin



 Récupération de briques, Le Havre.
© ECPAD / Vincent Verdu